

# L'islam politique en France : le miroir du Caire et d'Istanbul



Au cours de ces derniers mois, un nouveau parti s'est formé et s'apprête à participer pour la première fois aux prochaines élections. Il scellera l'émergence de l'islam politique en France : le parti des Frères musulmans.

Après la diffusion de tracts portant le logo de l'UOIF et de l'organisation CBSP, signés de la main du Cheikh Youssef al-Qaradaoui, il apparaît limpide aux yeux de tous que l'UOIF, qui prétend représenter les musulmans de France, est le représentant officiel des Frères musulmans en France et entretient des liens proches avec son courant mondial.

Un peu plus loin, je vous donnerai d'autres exemples flagrants de cette installation lente mais dangereuse des « Frères » sur les bancs de la politique française, mais avant ça, un petit rappel du processus lent qui ronge la France, œuvre des sbires d'Egypte et de Tunisie.

Une recherche rapide sur la naissance des Frères musulmans m'a donné quelques clés pour comprendre qu'ils ont vu le jour dans le but de combattre l'influence occidentale.

Aux 18e et 19e siècles, ils se sont montrés de plus en plus préoccupés par le sort de l'Islam. D'abord engagés dans la

voie de l'éducation, du da'wa et des activités sociales, afin d'obtenir le soutien massif des classes populaires, ils ont élargi par la suite leurs services. Le nombre de membres du parti a explosé de manière exponentielle.

En attirant les foules, leur peur de l'occident et leur haine du « colon », ils sont parvenus à rassembler autour d'un projet populaire commun tous les pans de la société.

Pour le cas de l'Égypte, les Frères musulmans ont subi une répression drastique aux mains du régime pendant plusieurs décennies, jusqu'à leur ascension au pouvoir. Impliqués depuis toujours dans les jeux politiques, les coulisses du pouvoir et les assassinats tactiques, ils n'ont dirigé le pays qu'en 2012, assurant au peuple de faire appliquer la loi islamique – selon sa devise même d'un « parti traditionnel de la charia ».

Dirigeons désormais l'objectif vers notre pays. Jusqu'à présent, il n'existait aucune véritable organisation politique du parti islamique sectoriel et religieux sur notre territoire. Comme en Égypte, il a commencé au ras du sol, en élargissant le soutien de son auditoire jour après jour, jusqu'à parvenir à imposer ses exigences au peuple français, creusant une entaille en son sein. Une organisation politique de musulmans qui n'est formée que d'un camp clos de musulmans est-elle légitime en France ?

Je soutiens chaque individu qui souhaite s'unir afin de défendre ses intérêts et ceux de sa communauté, mais que les choses soient claires sur ce point : ils ne me représentent pas, ni moi, ni bon nombre d'entre nous d'ailleurs. Dans le cas de l'islam des Frères musulmans, relevons qu'une fois de plus l'UOIF ou un autre parti rattaché à la confrérie, ne sera pas officiellement reconnu par les autorités comme étant représentatif des musulmans de France.

Désormais, les Frères musulmans en France parlent deux langages. En vitrine, on loue le discours d'un Islam de France. En coulisse, on réfléchit à un moyen d'implanter la charia sur la France toute entière. Pour ce faire, on voit apparaître les premiers bourgeonnements de corruption, de

fraude, et de tirages de ficelles.

Depuis peu, le tableau a changé, dans la mesure où l'UOIF, qui avait précédemment préconisé un retrait de la politique, dont la représentation à l'Assemblée nationale n'« apporterait aucun gain » ; a diffusé récemment un message au nom de l'organisation apportant son soutien aux musulmans qui s'engagent en politique, en empruntant des versets du Coran. Bien que jusqu'à présent les Frères musulmans aient été opposés à une quelconque représentation politique en Europe, l'avènement d'un changement de stratégie calculé est en marche. Je crains que ce qui est arrivé en Egypte avec la prise de contrôle des Frères musulmans ne se produise ici, en Europe et en particulier dans notre pays.

Evidemment, s'ils parviennent au pouvoir comme en Egypte, ils souhaiteront un beau jour passer à l'étape suivante : faire appliquer le droit islamique en France.

Si ma « paranoïa » vous fait sourire, plongez quelques minutes dans l'histoire, en regardant cette fameuse vidéo du président égyptien Nasser dans les années 50 se riant de la volonté des Frères d'imposer le voile à toutes les femmes égyptiennes. Souvenez-vous, rien qu'un instant, du rire généralisé parmi son assistance. Personne en 1954 n'imaginait que l'Egypte – le pays des pyramides, d'un islam éclairé, où les femmes bien habillées se promenaient dans les rues du Caire pour faire leurs emplettes, en tailleurs et sacs à main en vogue – pourrait sombrer dans cet abîme. Souvenez-vous de cette foule qui riait du voile...

« Et moi, je lui ai répondu (à un membre de la Confrérie qui souhaite imposer la charia), que c'était revenir à l'époque où ma religion gouvernait mon peuple et où on ne laissait pas les femmes sortir à la tombée de la nuit », nous disait Nasser à l'époque...

<https://www.youtube.com/watch?v=D-DZUnh8-Ro>

Dans un premier jet, ils prendront le monopole de la représentation des musulmans de France, avant de s'attaquer à l'ensemble du pays et d'éliminer la séparation de l'Église et

de l'État. On appelle cela l'islam politique. Depuis 2003, l'UOIF a raflé tous les prix à l'échelle des institutions gouvernementales, représentant alors l'islam de France officiellement et laissant entrevoir des ambitions politiques, en se gardant bien de constituer un parti de l'UOIF. Mais ces derniers temps, le parti Égalité Justice (PEJ) a haussé le ton, et a annoncé qu'il se présenterait aux prochaines élections régionales de décembre. Le nouveau parti est un parti des Frères musulmans, lié au parti islamiste turc, l'AKP, qui représente la confrérie en Turquie, et fait partie du mouvement mondial des Frères musulmans – comme l'UOIF d'ailleurs, mais en Turquie – là-bas en Orient.

Ce parti vise, entre autres choses, à permettre le port du voile dans les écoles publiques, puis lentement intégrer la loi islamique à notre quotidien. Certes, on en est loin, mais est-ce la France que vous souhaitez léguer à votre progéniture ?

Au-delà d'une simple diffusion de tracts choquants pendant le Ramadan, avec la signature et le logo de Qaradaoui et de l'UOIF, voici une autre preuve que l'UOIF accomplit le dessein envisagé par l'organisation internationale des Frères musulmans.

Pas après pas, le processus est similaire, et tous les indices sont là.

**Fares Karim**